

Tout envoi d'arge et toutes
lettres se rapportant à la publicité
doivent être adressés à l'adminis-
tration.

LE BOSPHORE

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS

Lt.	L.
Constantinople.....9	5.
Province11	6
transferts... 100	frs... 60

Journal Politique, Littéraire et Financier
ORGANE FRANÇAIS INDÉPENDANT
Directeur-Propriétaire MICHEL PAILLARES

Laissé, dit : laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner, laisser-vous pendre, mais publiez votre pensée

PAUL-LOUIS COURIER

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Péra, Rue des Petits-Champs No
TELEGRAMMES "BOSPHORE" PERA
Téléphone Péra 2089

2me Année
Numéro 555
DIMANCHE
4 SEPT. 1921
Le No 100 PARAS

A la Société des Nations

On s'était demandé si la Pologne et l'Allemagne seraient admises à plaider leur cause devant le conseil exécutif de la Société des Nations. Pour la Pologne, cela semblait ne pouvoir être mis en doute, puisqu'elle est contractante du Pacte. D'autant plus que l'article 15 relatif aux différends entre membres de la Société sur lesquels le conseil est appelé à statuer dit : « Si le rapport obtient l'agrément unanime des membres du conseil, autres que les parties... » Celles-ci ont donc le droit d'assister à l'enquête et à l'examen prévus par l'édit article. La Pologne était encore fondée à invoquer, à l'appui de sa prétention à être entendue par le conseil, le dispositif suivant de l'article 3 : « Toute puissance dont les intérêts se trouveraient directement affectés par une question mise à l'ordre du jour d'une session du conseil exécutif sera invitée à assister à cette session et la décision prise ne sera celle puisqu'il a été ainsi invitée. »

Mais ces dispositions ne s'appliquent qu'à des Etats membres de la Société. Elles ne concernent pas l'Allemagne, puisque le Reich n'a pas été encore reconnu comme ayant donné assez de « garanties effectives de son intention loyale d'observer les obligations internationales » pour être jugé digne d'entrer dans la Ligue. L'article 17 qui traite des différends entre un Etat membre de la Société et un Etat étranger à celle-ci ne spécifie nullement que ce dernier sera invité à assister à la session du conseil. Il parle seulement de l'invitation qui lui sera adressée d'accepter les obligations de membre de la Société aux fins du litige, aux conditions estimées justes par le conseil exécutif. Les Allemands ne pouvaient donc invoquer que des arguments d'ordre juridique général.

La question avait été portée à la tribune de la Chambre des Communes par un député, M. Ormsby Gore, qui avait demandé à M. Lloyd George si la Pologne et l'Allemagne témoigneraient devant le conseil. La réponse du Premier avait laissé l'interrogation subsister dans toute sa force. « Nous ne pouvons, avait-il dit, prescrire à la Ligue sa méthode de procédure. Mais je n'absolulement aucun doute que toutes les mesures seront prises pour que le cas soit exposé dans les meilleures conditions. »

Si la Pologne était entendue, l'Allemagne ne devait-elle pas l'être aussi ? Pour que la justice fut respectée, ne fallait-il pas que les Allemands bénéficiassent du même traitement que les Polonais. Et déjà on voyait poindre la théorie que si on voulait rendre le verdict du conseil inattaquable, il fallait saisir cette occasion d'entreballer à l'Allemagne la porte de la Société. L'admission de l'Allemagne comme partie en cause devait être le prologue de son admission comme participante à la Ligue.

Le Conseil a décidé que ni l'Allemagne ni la Pologne ne seraient appelées à s'expliquer devant lui. Il a motivé sa décision en disant qu'il avait à statuer non sur un litige entre Polonais et Allemands, mais sur une divergence de vues entre les puissances interalliées et associées, à propos de la fixation des frontières de la Pologne et de l'Allemagne que, seules, en vertu du traité de Versailles, elles ont qualité pour délimiter. Sans doute, il a été stipulé à la première assemblée de la Société que celle-ci devait se déclarer incompetent pour toute interprétation du traité de Versailles. Mais le Pacte investit le conseil du droit de connaître de toute question intéressant la paix du monde. Et on ne saurait ne pas reconnaître que la question silésienne n'occupe une des premières places dans cette catégorie. Hindenburg ne disait-il pas : « No-

tre riche Silésie avec son exploitation minière puissamment développée, avec sa grande industrie, toutes deux aussi nécessaires à la conduite de la guerre que le pain quotidien. »

Au surplus, il est dit dans le Pacte que « toutes questions concernant la procédure à suivre par l'assemblée des délégués ou le conseil exécutif... seront décidées par l'assemblée ou le conseil à la majorité des Etats représentés à la réunion. » Le conseil avait donc toute latitude de décider souverainement, sans avoir besoin même de spécifier les raisons de sa détermination. On peut croire aussi que, en renvoyant à la cantonade l'Allemagne et la Pologne, dos à dos, le conseil a voulu couper court à l'intrigue que la première cherchait à ourdir et que M. Viviani, un des représentants de la France à l'assemblée des délégués, dénonçait dans les lignes que nous avons reproduites l'autre jour. La Société des nations restera fermée à l'Allemagne.

4. de La Jonquière.

A la Société des Nations

Genève, 2. T.H.R. — La presse française approuve les décisions prises par le conseil de la S.D.N. de charger les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne, d'étudier le problème haut-silésien. Ces délégués n'ont pas pris antérieurement aucune position dans l'affaire. Ils ont ainsi toute liberté pour déterminer, à leur gré, sans idée préconçue, la procédure de leurs travaux.

Le conseil a eu aussi l'heureuse idée de marquer son souci de respecter scrupuleusement la disposition du traité de Versailles, précisant que s'il paraît utile de consulter les deux parties, spécialement intéressées, on devra s'adresser à des particuliers polonais et allemands, mais non aux gouvernements de Berlin ou de Varsovie.

M. Balfour a interprété excelléntement cette décision en déclarant qu'elle donnera à l'opinion publique l'impression que le conseil est résolu non seulement à procéder à un examen indépendant de la question qui lui est soumise, mais encore à faire cet examen dans des conditions qui écarteraient tout soupçon.

Il reste le choix qui aura une grande importance devant l'opinion publique ; il faut espérer qu'ils se mettront à l'œuvre dans la volonté d'aboutir.

Le conseil de la Société des Nations n'est pas dessaisi de l'affaire, ainsi qu'il a fait remarquer M. Léon Bourgeois. En réalité, les quatre rapporteurs seront ayant tout des conciliateurs : ils demeureront en contact permanent avec leurs collègues. Le jugement final sera en fait préparé surtout dans les conversations ainsi échangées.

Ce qu'il faut surtout souhaiter, c'est qu'on ait, de part et d'autre, la volonté d'accepter une solution équitable et de trancher, le plus tôt possible, une discussion qui met l'Europe entière en état d'instabilité, à l'est.

Le sentiment de l'opinion française qui symbolise le nom de M. Léon Bourgeois, le nom de M. Balfour qui est aussi un symbole de conciliation, fait bien augurer des sentiments de l'opinion britannique.

L'Albanie et la Société des nations

Genève, 2. T.H.R. — Discutant la demande formulée par l'Albanie, le conseil de la Société des nations conclut à sa recevabilité et au renvoi du problème de la frontière et des minorités devant une assemblée plénière.

Hindenburg ne disait-il pas : « No-

Vers une nouvelle bataille ?

Athènes, 2 sept. — Des nouvelles du front annoncent que la poursuite de l'ennemi continue. Celui-ci se retire en combattant et se concentre sur sa deuxième ligne de défense, distante de la première de 30 kilomètres au nord et moins fortifiée.

M. Exadactylos, de l'état-major d'Athènes, a déclaré que l'aile gauche des kényalistes qui a été battue se repose dans la direction N. E., sur la ligne Polatitsali Dagh où l'on suppose que l'ennemi opposera une résistance avant Angora.

D'après certaines rumeurs dont le Néologos se fait écho, le gouvernement hellénique songerait à appeler sous les armes 2 à 3 classes encore.

Londres, 2. A.T.L. — La presse anglaise est informée d'Athènes que l'armée grecque a réussi après une rude bataille à mettre totalement en échec l'armée kényaliste.

Actuellement les troupes grecques se dirigent vers Angora, dont la prise serait immédiate selon les dernières nouvelles de source hellène.

Le présumé incendie

d'Eski-Chéhir

(Communiqué officiel)

Les nouvelles données par différents journaux de l'incendie d'Eski-Chéhir sont sans aucun fondement. Depuis l'occupation de cette ville par les troupes hellènes, une maison de tziganes a été détruite le 13 août et aucun autre incendie n'a éclaté.

Constantinople, le 3 sept. 1921.

Le chef de la mission militaire

N. Coutsis

L'avance grecque

Athènes, 2 sept. — Le correspondant du Times à Smyrne télégraphie que l'avance grecque vers Angora ait pu être plus rapide, mais le général Papouta préfère maintenir le contact avec l'ennemi, dans l'espérance d'aboutir ainsi à l'enveloppement décisif de ce dernier.

(Paris)

Nouvelles d'Athènes

Athènes, 3 sept.

Le roi est entièrement rétabli. Néanmoins, sur le conseil des médecins, il quittera Eski-Chéhir pour s'installer à Brousse jusqu'à la fin des opérations.

M. Ballazzi, ministre des affaires étrangères, a adressé à M. Tchitchérine un radiogramme pour attirer son attention sur la situation critique des Grecs de Taganrog et de Rostov, parmi lesquels les agents consulaires et proposer l'envoi d'un vapour grec à Taganrog pour les transporter en Grèce.

Bureau du Presse

du Haut-Commissariat de Grèce

Dans l'Anatolie occupée

Une personnalité arrivée récemment d'Eski-Chéhir a fait les déclarations suivantes :

La nouvelle d'un grand incendie à Eski-Chéhir est controvére. Il s'agit encore de la manœuvre de bourse. Il en est de même de l'information d'après laquelle les 2 navires de la Croix-Rouge hellènes seraient remplis de blessés.

La vérité c'est que la vie dans les territoires occupés redéveloppe normale. Et cela dès le lendemain même de l'occupation hellénique. L'administration et la police sont parfaitement organisées et la sécurité absolue sur les routes.

Les prisonniers de guerre turcs que

LA GUERRE GRECO-TURQUE

(O)

"La route d'Angora est ouverte"

DÉCLARE M. GOUNARIS

j'ai vu n'avaient pas d'uniformes. Ils étaient pieds nus et vêtus comme des paysans. Il n'y a que les troupes d'artillerie qui portent l'uniforme d'été avec le kalpak, rehaussé du croissant.

Une grande activité se remarque dans les transports entre Brousse et Eski-Chéhir ; des milliers de camions vont et viennent tous les jours. Les réfugiés arméniens de Yémidjé, Djerah et Marmaridjik sont déjà rentrés dans leurs foyers. La population musulmane ne cache pas sa satisfaction de l'avance hellénique qui lui apporte l'ordre et la légalité.

Une flotte turco-russe

D'après des nouvelles d'Asie Mineure, la flotte russe de la Mer Noire se prépare à appuyer pour les ports de la Mer Noire. Elle assumerait la défense des côtes turques contre toute tentative de débarquement. Les deux torpilleuses Gairet et Samson, se trouvent à Trébizonde, prêts à se joindre à cette flotte de secours.

Les volontaires musulmans du Caucase

Selon les informations parvenues de l'Anatolie à l'Illi, les volontaires du Caucase commandés par Noury pacha dont nous avions annoncé l'arrivée à Yozgat ont atteint Angora. Ces forces seront expédiées incessamment au front. Leur effectif comprend 4 divisions et des régiments d'artillerie d'élite indépendants.

La bataille continue

De l'Akkam :

Du résumé du dernier communiqué nationaliste que nous avons pu nous procurer aujourd'hui, il ressort que l'ennemi a été rejeté à l'aile gauche. Sur cette aile, un régiment ennemi a été fait prisonnier, et un régiment complètement anéanti. La bataille continue.

Du même journal :

Selon un dernier communiqué officiel de l'Agence d'Anatolie, les pertes de l'ennemi sont au-dessus de toute évaluation. Les forces lancées continuellement à l'attaque fondent sous notre feu.

Du même journal :

Voici nos renseignements puisés ce matin auprès des cercles au courant de la situation militaire :

La bataille continue. Le terrain est député pied à pied.

Le saillant de Yildiz a été rectifié, de sorte que le front forme, pour ainsi dire, une ligne à peu près droite s'étendant vers le nord-ouest.

On voit que le mouvement que l'ennemi voudrait entreprendre des deux ailes ne pourront pas produire autant d'effet que précédemment. Le but de l'adversaire était de nous presser sur les deux ailes, afin d'arriver à nous envelopper. Or actuellement la situation a complètement changé. Tout d'abord, nos forces ont été économisées dans la proportion de 50 % de sorte que toute tentative venant des deux ailes pourraient être facilement repoussées.

Les attaques et les contre-attaques se succèdent de jour et de nuit, suivies toujours de très sanglants combats à la baïonnette.

Plus de 100.000 hommes se trouvent aux prises sur un front de 40 kilomètres.

De la durée de la lutte et de son caractère acharné on peut déduire que les pertes hellènes doivent être extraordinairement grandes.

La série des succès

Du Péyam :

D'une dépêche de Smyrne datée du 1er septembre, il ressort que les détachements d'éclaireurs nationalistes ont obtenu un nouveau succès derrière le front ennemi.

D'après le télégramme en question, les éclaireurs ont détruit sur quatre points, à l'aide de bombes, le chemin de fer allant d'Ouchak à Afion-Karahissar. Les destructions ont eu lieu entre les kilomètres 318 et 320, aux environs de la gare de Banz, située au sud-ouest de Doumou-Pounar.

Outre la voie ferrée, les éclaireurs ont

A la cour martiale anglaise

Le procès Torlakian

Le Dr Archag Boghossian, 35 ans, médecin diplômé de la faculté de Beyrouth, est entendu comme témoin.

Mtre Hosrovian lui adresse diverses questions.

D. — Où étiez-vous durant la guerre ?

R. — On m'engagea dans l'armée turque.

— A quelle date et dans que corps ?

— Aussitôt la mobilisation décrétée. Je fus attaché à la 31me division.

— Dans quelle ville ?

— A Anassis, à Unia, à Erzeroum, puis à Sari-Kainiche.

— Êtes-vous resté toujours dans l'armée turque ?

— Non. On m'ordonna de rester dans le village de Divik, à 5 heures en deçà de Sari-Kainiche.

— Y avait-il des soldats malades dans le village ?

— Près de 800 blessés.

— Qu'est-il arrivé ensuite ?

— L'armée russe arriva et nous fit prisonniers. Je fus envoyé à Tiflis. Le 15 juillet je me rendis à Bakou où je restai jusqu'au 15 jours après l'occupation de cette ville par l'armée turque.

NOS BÉPÈCHÉS

les Menchéviks, etc.

— Savez-vous que le pouvoir était presque entre les mains des Arméniens ?

— Non.

— Avez-vous entendu qu'à Mardine les Arméniens ont massacré les Turcs ?

— Non. Au contraire, les Arméniens ont protégé les Tartares.

— Donc, il ne s'agit pas de vengeance. Pourquoi les Turcs ont-ils massacré les Arméniens ?

— Parce que ces derniers formaient un obstacle entre les Turcs et les Tartares.

— Savez-vous que lorsque Nouri pacha entra à Bakou, les Arméniens continuaient à tirer sur les Turcs ?

— Non.

— Pensez-vous que les Tartares qui pilleraient les Arméniens agissaient à l'instigation de leurs chefs ?

— Je suis persuadé que la foule fut incitée au massacre et au pillage par le gouvernement.

— Je vous demande si les massacres avaient été organisés.

— Oui.

— Avez-vous vu les tueries de vos propres yeux ?

— J'ai entendu les cris des victimes.

— Je vous demande si vous avez vu les tueries.

— Non.

— Pourquoi massacrait-on ? Parce qu'on rencontrait de la résistance ?

— Comment les femmes et les enfants auraient-ils pu résister ?

— Lorsque les massacres eurent lieu, l'armée de Nouri pacha se trouvait-elle dans la ville ?

— Oui.

— Savez-vous si Nouri pacha a fait des efforts pour faire cesser les tueries ?

— Oui, la quatrième jour.

— Ce jour correspond-il à celui de l'entrée de Nouri pacha dans la ville ?

— Je ne saurai vous dire.

— Avez-vous connaissance d'un document imprimer duquel il ressort que le parti Moussavat ait suivi à l'égard des Arméniens une politique d'extermination ?

— La lettre de Djivanchir.

— Où avez-vous vu la proclamation en vertu de laquelle les Arméniens étaient mis hors la loi ?

— Chez le Juif, où je me trouvais. Elle était rédigée en russe et en turc.

LES RÉGATES DU BOSPHORE

Voici les résultats des différentes joutes auxquelles participèrent, les embarcations de la Division navale du Levant au cours des régates dont nous rendîmes compte hier matin :

Youyous des bâtiments légers (cinq concurrents) :

1er Tonkinos,

2me Bambara.

Youyous des croiseurs (4 concurrents) :

1er Waldeck-Rousseau,

2me Edgar-Quintet

Baleinières des bâtiments légers (quatre) :

1er Dédaineuse,

2me Tonkinos.

Baleinières I des croiseurs (deux) :

1er Waldeck-Rousseau,

Baleinières II des croiseurs (deux) :

1er Waldeck-Rousseau

Chaloupes des croiseurs (deux) :

1er Waldeck-Rousseau

Canots des croiseurs (quatre) :

1er Edgar-Quintet

2me Waldeck-Rousseau

Match de water-polo :

2mo Waldeck-Rousseau par 2 buts à 0.

FAITS DIVERS

Une mauvaise plaisanterie

Yachar effendi, commissaire adjoint de poste de Koum-Kapou, était en train d'acheter quelque chose chez le fournisseur Abdoullah, lorsqu'en manièrre de plaisanterie il appuya le canon de son revolver sur le front du marchand. Le coup partit tout seul et Abdoullah commença une masse.

Le meurtrier a été arrêté.

Accident tragique

Un officier français du 3me régiment d'artillerie ainsi qu'un caporal et six soldats français rentraient avant-hier d'Eyboub-Sultan en barque. En face de la fabrique du Chirketi-Hairé aux environs de Piti-Pacha la barque alla donner contre un navire. Les passagers se jetèrent à l'eau en prévision du danger.

Malheureusement le lieutenant et un des soldats se noyèrent. Quant à leurs compagnons, ils furent repêchés par un pêcheur.

Une mésaventure en flammes

La mésaventure No 149 chargée d'un stock de sucre et ancrée sous le pont à bouteille avec toute sa cargaison. Celle-ci appartenait au commerçant M. Solomon.

Les faux billets

Le nommé Vassil a été arrêté au moment où il essayait de faire changer chez un épicer d'Ainali-Tchetchémé un faux billet de 25 livres.

Incendie

Un incendie s'est déclaré ayant-hier à 3 heures de l'après-midi, derrière le casino de Muhandar à Cadouey, dans la maison en bois appartenant aux héritiers de Riza pacha, et sisé rue Izzet bey. Cette maison seule a été la proie des flammes.

L'activité des bandes

La bande de Pacha oghlou Kara Oghlan a envahi le jardin d'Ali Pehlivan, sis à une distance d'une demi-heure de Tchonguekouy. Au moment où elle y faisait une bombe elle fut cernée par un détachement de gendarmerie. Une rencontre s'en suivit dont on ignore le résultat.

NOS BÉPÈCHÉS

Les pourparlers pour l'Irlande

Londres, 3 sept.

La presse anglaise annonce que le Dail Eireann, après maintes délibérations, s'est arrêté sur la réponse qui sera communiquée à M. Lloyd George.

Le « Daily Telegraph » croit que la reprise des pourparlers pourra avoir lieu dans le courant de la semaine prochaine. (Bosphore)

En Allemagne

Berlin, 3 sept.

Le conseil des ministres sous la présidence du chancelier Wirth a examiné les mesures propres à garantir le maintien de l'ordre public en Allemagne. (Bosphore)

Les accords de Wiesbaden

Paris, 3 sept.

La presse parisienne attache une grande importance aux arrangements conclus par M. Loucheur à Wiesbaden.

La plupart des journaux déclarent que l'activité dans les territoires dévastés sera considérablement augmentée surtout par suite du fait que le ministre des régions libérées a pris toutes les dispositions en vue de fournir la main-d'œuvre nécessaire. (Bosphore)

La question silésienne

Londres, 3 sept.

Le gouvernement anglais compte intervenir auprès du conseil de la Ligue des nations dans le but d'accélérer la solution de la question silésienne. (Bosphore)

La question irlandaise

Londres, 2 T.H.R. — La réponse du Dail-Tream a été remise à M. Lloyd George à Galloch dans l'Ecosse du Nord, hier soir, mais elle ne sera pas communiquée au public avant dimanche. On croit que les deux seigneurs proposent une conférence à Londres avec les ministres du cabinet britannique. M. Lloyd George a invité les autres ministres à se réunir avec lui mercredi à Inverness pour discuter la réponse irlandaise. M. Lloyd George aura aussi une entrevue avec le roi, en cette ville, où S.M. compte aller cette semaine.

En France

Paris, 2 T.H.R. — M. Aristide Briand, président du conseil, s'est entretenu jeudi matin au ministère des affaires étrangères avec M. Loucheur au sujet des détails sur les accords que le ministre des régions libérées conclut à Wiesbaden avec M. Walter Rathenau, sous la réserve de l'approbation des gouvernements français et allemand.

M. Bourgeois a déclaré d'autre part qu'avant de mettre à exécution cet amendement, la commission devra tenir compte des deux conditions essentielles : le désarmement de l'Allemagne selon l'esprit du traité de Versailles, 20 la stricte application de l'article 213 du pacte, relatif aux droits d'investigation.

M. Bourgeois a déclaré d'autre part qu'avant de mettre à exécution cet amendement, la commission devra tenir compte des deux conditions essentielles : le désarmement de l'Allemagne selon l'esprit du traité de Versailles, 20 la stricte application de l'article 213 du pacte, relatif aux droits d'investigation.

Une discussion s'est justement engagée vendredi matin à la sous-commission de la vérification des armements que préside M. Noblemaire, à propos de l'interprétation qu'il convient de donner à cet article 213.

M. Noblemaire a soutenu la thèse que le conseil de la S.D.N. ne pourra juger des droits que lui confère l'article 213, qu'à partir du jour où les commissions de contrôle interallié auront cessé de fonctionner. La sous commission s'est ralliée au point de vue exposé par le représentant de la France. Elle a en outre décidé que le conseil, lorsqu'il exercera le droit qu'il tient du pacte, jugera de tous les droits qui auront appartenu aux commissions de contrôle, et, en outre, de ceux qu'ils jugeraient opportuns de se donner à lui-même.

Paris, 2 T.H.R. — Les légionnaires américains ont quitté Paris vendredi soir, plus de deux mille officiers français firent la haie sur leur passage. M. Deutch de la Meurthe prononça un discours.

Au Maroc espagnol

Paris, 2 T.H.R. — Selon le *Journal de furieuses batailles* ont eu lieu près de Melilla et les Espagnols reprirent les positions qu'ils avaient perdues à Larache.

Le conseil des ministres se réunit de nouveau dans l'après-midi pour discuter cette question et décida de ne pas sanctionner cet accord. M. Loucheur, ministre des régions libérées exposa l'accord de Wiesbaden.

La Conférence de Washington

Paris, 2 T.H.R. — M. Bourgeois a déclaré au sujet de la conférence de Washington que cette conférence entre Etats anciens belligérants, serait plutôt une étude politique, alors que la S.D.N. poursuit un but tout particulier.

Le Temps souligne qu'après l'acceptation du gouvernement italien de se rendre à la conférence de Washington, toutes les puissances invitées à la conférence du désarmement se trouvent d'avoir accepté l'invitation du président Harding.

Celui-ci, dans un discours qu'il prononça à l'occasion de la reprise des cours de l'Ecole militaire, déclara que le temps approchait où l'on pourrait diminuer le

poids du fardeau des armements.

« Je le souhaite de tout mon cœur, ajouta le président Harding ; mais, à une époque où il faut pour nous dispenser d'entretenir une force armée, la France qui vient de montrer à Genève qu'elle était à la tête du mouvement en faveur du désarmement, est, elle aussi, profondément attachée à la paix. On l'accuse à tort d'impérialisme, lorsque, instruite par une douloureuse expérience des réalisations, elle se trouve contrainte de prendre certaines précautions élémentaires pour assurer sa sécurité. »

EN GEORGIE

sous l'occupation bolchéviste : tout un peuple pillé et affamé par les troupes rouges

La Géorgie semble être condamnée à subir le sort de la Russie. La détresse qui sévit ici menace de s'étendre là aussi. Les grandes pluies de l'automne dernier ont empêché les travaux des champs, puis ce fut la sécheresse du printemps suivant et l'invasion inattendue de l'armée rouge. Ce dernier événement mit le comble à la situation précaire dans laquelle se trouvait la Géorgie, pays de culture intense, obligé, même en temps normal, à importer du blé. L'armée rouge, qui ne connaît pas de service de l'avitaillement et vit des provisions des populations qu'elle pille, enleva le peu que possédaient la population géorgienne. L'armée rouge et ses chevaux furent répartis dans les villages tenus de les nourrir. Même dans des villes comme Batoum et Koutais, on vit les troupes rouges installer deux à trois soldats dans chaque famille. Dans les villages, les greniers ont été vidés et le bétail (les bœufs sont les seules bêtes de trait et de labour) abattu. La situation fut agravée par le fait que l'invasion et le pillage s'exerçaient l'époque des travaux des champs. Cette invasion eut encore d'autres conséquences non moins fatales pour le pays. Considérée par les rouges comme un pays « bourgeois » relativement à la Russie, décimée par la guerre civile et regorgante de richesses, une masse de spéculateurs officiels des organisations soviétiques de Russie s'abattirent sur la Géorgie. En moins de trois semaines, les magasins de Tiflis furent vidés par les agents des différentes institutions russes. Déjà, au mois d'avril, les différents articles exportés de Tiflis par ces spéculateurs étaient moins cher à Bakou qu'à Tiflis. La « réforme » financière contribua singulièrement à ce pillage déguisé de la nation géorgienne. Car au lendemain même de l'occupation, le nouveau gouvernement décréta en Géorgie la circulation des bons russes azébaïdjanais et arméniens au même cours, tandis qu'aux jours de l'invasion, le ruble russe était coté à 5-7 copeks géorgiens et le roule arménien bien au-dessous encore. Ainsi au moyen de bons russes azébaïdjanais et arméniens, les spéculateurs soviétiques achetaient ou acquéraient à des prix dérisoires des biens que le peuple géorgien avaient dû acquérir au prix du sang.

A cela s'est joint le pillage organisé. Les autorités d'occupation se sont appropriées les biens de l'Etat et de la nation géorgienne qu'ils ont trouvés dans le pays. On expédia par centaines et dizaines les wagons et locomotives du réseau géorgien ainsi que la plus grande partie des voitures de tramways. (Le tramway ne fonctionne plus à Tiflis) Nous ne pouvons énumérer ici tout ce qui a été emporté en Russie. Nous mentionnerons seulement les médicaments que l'Etat géorgien et les particuliers avaient acquis en grande quantité et dont il ne reste plus rien en Géorgie.

Faut-il ajouter aussi que des centaines de Russes, Azerbaïdjanais et Arméniens se précipitèrent sur la Géorgie dans l'espoir de trouver une subsistance plus facile. C'est ainsi que la capitale géorgienne, Tiflis, qui, à la veille de l'invasion, en février dernier, avait 850 mille habitants, en compte maintenant 800 mille !

Tout ceci a créé une situation qui n'a pas son précédent. Les villes sont tombées dans une misère indescriptible. La plus grande partie de la population des villes et littéralement sans nourriture. Seuls les ouvriers et fonctionnaires de l'Etat — qui ne sont qu'une fraction minime de la population — reçoivent de 3-8 à une demie livre de pain par jour, souvent immangeable. Ces mêmes ouvriers et fonctionnaires ne touchent, comme appointements, que de 15 à 30 mille roubles par mois, alors que le pain noir se vend au marché de 3 500 à 5 000 roubles la livre. Dans les ateliers les ouvriers tombent d'inanition. Au milieu de cette misère les commissaires commu-

nistes seuls et l'armée rouge reçoivent des rations suffisantes. Et la situation empire de jour en jour. Le 9^{me} octobre la population des villes est condamnée au dépitement. Le même spectacle pour la campagne, envahie par les troupes.

Déjà au moins de mai des districts entiers étaient affamés. La population abandonne le foyer pour la recherche du pain. La récolte que l'on attend est misérable, et la population est terrifiée à la pensée des horreurs que lui réserve l'hiver prochain. Jamais même dans les années de disette en Russie, la Géorgie n'a connu une pareille situation. Les villes sont dévastées par le choléra et le typhus apportés par les réfugiés. A Tiflis on enregistre de 40 à 50 cas par jour. De la ville l'épidémie a passé au village.

Qui viendra en aide à la Géorgie affamée ? Le gouvernement actuel, formé d'agents russes, ne pense qu'à exporter en Russie ce qu'il peut prendre. Il y a un mois on imposa à ce peuple affamé de Géorgie une contribution de 50 milliards, un impôt en nature de 1,500,000 pouds de blé et de 500,000 pouds de viande. Toute ceci doit être enlevé de force à la population et emporté en Russie. La nation géorgienne se trouve réduite à l'oisiveté et au dénuement. L'Italie comme lieu d'interne. Le ministère de la guerre a soulevé

La Bourse

Cours des fonds et valeurs

8 septembre 1921
Tourné par la Maisie de Banque
BALTY FRÈRES
57 Galata, Mehmed Ali pacha han, 57
Téléphone 2109

OBLIGATIONS

Turc Unifié 4 opo.	Ltqs. 1	69
Lots Turcs	1	850
Intérieur 5 opo.	1	125
Egypte 1896 8 opo.	Fr. 1000	1000
1903 8 opo.	10	10
1911 8 opo.	07	07
Grèce 1880 6 opo.	900	900
1904 21/2	Ltq. 9	9
1912 21/2	850	850
Anatolie 11/2	11	11
III 1/2	11	11
III 1/2	10	10
Quais de Consuls 4 opo.	20	20
Port Haidar-Pacha 5 opo.	13	13
Quais de Smyrne 4 opo.	13	13
Faux de Dercos 4 opo.	13	13
de Scutari 5 opo.	450	450
Tunnel 5 opo.	500	500
Tramways électriques	550	550

ACTION

Anatolie Ch. de fer Ott.	51
Assurances Ottomanes	50
Balis-Karidin.	10
Banque Imp. Ottomane.	10
Brasseries réunies	50
Bons	5
Chartered	4
Chemins Rénés	4
Droguerie Centrale	15
Société d'Hérakleïe	40
Kass. Ord. priv.	6
Minoterie l'Union	50
Régie des Tabacs	42
Tramways de Consul.	29
Jouaissances	50
Téléphones de Consul.	16
Transvaal	1
Union Ciné-Théâtrale	25
Commercial	1
Laurium grec	25
Stora	1
Quais de Scutari	1
MONNAIES	1
Livres turques	640
Livres anglaises	570
Francs français	244
Lires italiennes	141
Drachmes	66
Dollars	132
Rubles Romanoff	8
Kerensky	50
Couronnes autrichiennes	5
Marks	3
Levras	35
Billets Banque Imp. Ott.	26
Emmission	25
CHANG	530
New-York	65
Londres	571
Paris	840
Genève	830
Rome	1465
Athènes	56
Berlin	50
Vienne	530

DERNIÈRE HEURE

Les Romanoff

Selon le *Daily Telegraph*, un ouvrage vient d'être publié à Paris sous le titre de *Satrvita* par une dame prétendant être l'ex-grand-duchesse Anastasie, la plus jeune fille de l'ex-Isar et le seul membre survivant de la famille impériale des Romanoff. (T.S.F.)

Le Washington

Le *Washington*, super-dreadnought de la flotte des Etats-Unis, 33,590 tonnes, a été lancé à New-Jersey. Ce navire aura un équipage de 1.411 officiers et matelots. (T.S.F.)

Un discours du président Harding

Dans un discours prononcé par devant des officiers de l'académie militaire des Etats-Unis, le président Harding exprima des deuves quant à la possibilité de supprimer absolument les guerres. Malgré que les deux mondes aspirent à la paix, les armées et les flottes sont toujours nécessaires. Le salut réside dans une politique d'entente et d'accords internationaux. (T.S.F.)

L'évasion de l'ex-Kaiser

L'*Intransigeant* publie aujourd'hui une nouvelle non confirmée suivant laquelle l'ex-Kaiser s'est enfui de Hollande. (T.S.F.)

Le parti national allemand

Le congrès du parti national allemand a été ouvert à Munich.

néable entre toutes. Et l'hellénisme n'a jamais été à souffrir de son action. La réciprocité est aussi vraie. Les Catholiques de Grèce n'ont jamais eu à se plaindre de leur gouvernement. La semaine dernière, un ouvrier catholique militaire grec, l'abbé Maraspi, d'ailleurs, ancien élève du Séminaire St Louis des Francs, à Pétra, le faisait ressortir au cours d'une belle et émouvante cérémonie qui eut lieu à la Cathédrale catholique St Jean à Smyrne, pour les fêtes de l'âme des soldats grecs catholiques morts pour la patrie sur les plaines d'Anatolie.

Le Catholicisme n'a rien à craindre d'une extension de l'hellénisme, et la preuve en sont les missions catholiques de Thrace qui auraient dû, dès l'occupation grecque, être les premières à souffrir des suites d'un fanatisme que l'on se plaît parfois à évoquer, mais qui n'existe pas.

Les œuvres catholiques de Thrace prospèrent mieux même que par le passé. On n'a qu'à se renseigner à ce sujet, auprès de l'évêque des grecs-catholiques, à Constantinople, Mgr Calavas. Telle est la vraie situation des choses. Il est parfois utile de la relever.

L'Informaté

Des discours ont été prononcés par les anciens ministres Hergt et Hellrich. (T.S.F.)

A Mayence

Les autorités d'occupation françaises à Mayence ont interdit à M. David, ancien ministre allemand, de prendre la parole au meeting socialiste organisé à l'occasion du meurtre d'Erzberger. (T.S.F.)

Le conseil des ministres

Les conseil des ministres s'est réuni hier soir à la Sublime Porte sous la présidence du grand vezir Tewfik pacha. Il a longuement débattu sur les questions à l'ordre du jour.

Les tribunaux mixtes

Une commission spéciale a été formée au ministère des affaires étrangères pour s'occuper de cette question.

Les partis d'opposition

sur la brèche

Tous les partis turcs d'opposition ainsi que les antikémalistes de Constantinople font des démarches en vue de grouper leurs forces et de constituer un seul pacte politique d'opposition avec un nouveau programme d'action.

L'équipage du ZR 2

Les cinq avions de Lloyd Crail, chef-mécanicien du ZR 2 et de Robert Coons ont été retirés des décombres de l'avion à Hull. (T.S.F.)

Le parti national allemand

Le congrès du parti national allemand a été ouvert à Munich.

sommes obligés d'émettre notre jugement en nous basant sur ces documents.

Des informations que nous avons puises hier aux sources étrangères les plus importantes et les plus authentiques, il ressort que la résistance opposée par notre armée continue d'une manière qui inspire une véritable admiration. Les furieuses attaques des Hellènes sont repoussées.

* * * Les mêmes cercles affirment que les forces de Kiazim Karabékir pacha sont sur le point d'atteindre Angora et d'opérer leur jonction avec l'armée combattant sur le front occidental.

Par conséquent, pourvu que l'on examine d'une façon impartiale la situation des deux parties dans la bataille du Sakaria, on peut dire, dès maintenant, à l'avantage de qui elle se terminera.

La prolongation de la guerre ne saurait être favorable aux Turcs. En effet, le temps travaille pour eux.

L'Entente Libérale et l'Union et Progrès

Dans le *Peyam-Sabah*, Ali Kémal juge en ces termes la politique et les actes de l'Entente Libérale, d'une part, et de l'Union et Progrès, d'autre part :

Supposons un instant que l'Entente Libérale ait été fautive. Mais en somme, pourra-t-on reprocher à ce parti qui, après l'armistice, a, au milieu de toute sorte de difficultés, occupé pendant quelques mois le pouvoir ? Tout au plus l'impuissance et l'incapacité, n'est-ce pas ?

Mais que l'on compare une fois ces faiblesses aux crimes commis soit par l'Union et Progrès, soit par les forces qui en sont issues. Pourvu que l'on ait un brin d'équité il n'est guère possible que l'on prononce contre l'Entente Libérale une condamnation capitale.

Mais à en croire les feuilles de chou, ce ne serait pas l'Union et Progrès qui aurait précipité ce pays dans l'abîme de la guerre européenne, mais l'Entente Libérale !

PRESSE GRECQUE

Après la victoire

Le *Prota* estime qu'il est encore prématûr de discuter des conditions auxquelles la Grèce, après la victoire, consentirait à conclure la paix.

Avant que des conditions soient formulées, il faudra savoir avec qui la paix va être conclue. Il est impossible au gouvernement hellénique de reconnaître Moustafa Kémal comme un gouvernement ou comme un maître absolu avec qui des négociations parallèles soient permises, étant donné qu'il ne peut être l'homme en qui la Grèce aura confiance pour l'exécution des conditions du traité (censuré.)

Nécessairement c'est ailleurs qu'elle s'adressera pour demander l'acceptation des conditions et la signature de la paix. Et dans ce cas se posera de droit la question de savoir si ces autres sont en mesure d'imposer la paix et de la garantir.

Qui gagne ?

En posant cette question, l'*Ikdam* n'entend pas examiner seulement les résultats de la bataille du Sakaria. Le sujet est beaucoup plus vaste et comporte un développement plus étendu. Mais au cas même où la réponse à l'interrogation ci-dessus serait donnée en ne tenant compte que des résultats de cette seule bataille, la réponse susdite n'en aurait pas moins un caractère favorable aux Turcs.

L'*Ikdam* poursuit :

Etant donné que les derniers communiqués officiels sont ceux du 31 juillet

PRESSE ARMÉNIENNE

Un seul front

Le *Djagadamad*, parlant du 9me congrès régional de la Tashkentzoutioun de Constantinople expose l'activité de la plus grande organisation politique arménienne issue du peuple même auquel par l'émancipation.

Le comité tashkentiste de Constantinople qui avait donné de glorieuses victoires à la cause nationale suivrait avec la plus profonde consternation les événements suivants dans la mère-patrie, sans nullement perdre sa foi en l'avenir. Le congrès régional a une fois de plus consolidé cette foi et renouvelé le vœu saisi que les protagonistes du parti avaient enseigné il y a 30 ans.

Des inconvenients

de la "sécheresse"

Ayant longuement couru le monde, beaucoup vu, beaucoup reçu, un esprit fort distingué, Léon Donnat, s'avisa, voici quelque trente ans, de couper par écrit, à l'usage de ses contemporains, le fruit de ses observations recueillies au cours de son odyssee de pèlerin passionné. Son livre — *La Politique expérimentale* — n'eut pas le retentissement qu'il méritait. Mais la lecture n'en est pas moins, encore aujourd'hui, des plus savoureuses et pleines d'enseignements.

Le thème peut se résumer ainsi :

« La politique et la sociologie étaient des sciences comme les autres sciences, justifiables des mêmes méthodes et des mêmes lois, le seul moyen d'apprécier exactement la valeur d'une réforme politique ou sociale, c'est de la mettre à l'essai, non pas sur une petite échelle et comme qui dirait dans le laboratoire, mais aux proportions du cadre d'un Etat ou d'une nation, dans les conditions mêmes de la réalité vivante. »

Cette conclusion, que M. Léon Donnat appuya déjà sur pas mal de faits probants, a reçu deux confirmations que je ne crains pas de qualifier de colossales : 1o l'expérience du bolchevisme en Russie ; 2o l'expérience du « régime sec dry system » aux Etats-Unis. Ces deux expériences sont, par le fait, aussi instructives l'une que l'autre.

Il faudra insister sur l'expérience russe. Il ne saurait plus être aujourd'hui que des fous ou des malfaiteurs pour contester la banqueroute du communisme et de la dictature du prolétariat, en train de s'effondrer dans le sang et dans la bouse. L'expérience américaine aura été moins tragique, elle aura coûté moins cher. Mais elle aboutit également à un résultat lamentable.

La prohibition de toutes boissons spiritueuses ou fermentées allait, à en croire ses promoteurs, exercer sur la moralité générale, comme sur la santé publique, la plus bienfaisante influence. Il n'était même pas permis d'avoir l'air d'en dormir, sans s'exposer à passer pour un mauvais citoyen, et à être traité en conséquence. Le résultat fut infâme. Plus de criminels, plus d'aliénés, plus de malades — ou si peu ! On mourrait encore, bien sûr, mais ce ne serait plus que par accident, ou de vieillesse...

Il a fallu déchanter. Loin d'avoir diminué, le nombre des rixes, des vols à main armée, des meurtres, etc., semble s'être accru dans des proportions惊人的, comme si la privation du stimulant accoutumé avait effectivement mis en rage les multitudes impulsives. Le *New-York Herald* a publié la dessous des articles sensationnels et fortement documentés.

On a vu surgir, d'autre part, une foudre de délit moderne style, nés précisément du besoin de réagir contre l'arbitraire législatif : concussions, fraudes, faux, chantages, etc. Il a été racoaté ici même que vingt-sept millions de contraventions avaient été relevées, de ce chef, en moins d'un an. Ce chiffre fabuleux, certainement inférieur au nombre réel des infractions, montre malgré la rigueur des règlements, l'alcool malgré la cessation de la frit. Il s'est même créé un peu partout des cercles clandestins où les gens les plus habiles, sénateurs, magistrats, hauts fonctionnaires, juges et y compris des agents du service de la répression de la contrebande vont boire en catastrophe. Le respect de la loi, même parmi ceux qui sont chargés de l'appliquer, n'est plus qu'un vain mot. Que voulez-vous ? Il ne faut jamais tenter le diable !

Il reste toujours possible, il est vrai, de fabriquer, transporter, vendre et consommer des *spirits*, à la condition d'obtenir un permis *ad hoc*, en invoquant des raisons industrielles ou médicales. Les plus fanatiques prohibitionnistes n'ont pas osé, en effet, aller jusqu'au bout. Mais il s'ensuit que le trafic des faux permis est devenu une véritable industrie — et quelle industrie ! On en sait naguère à New-York plus de mille, représentant des millions de gallons d'une valeur globale, au bas mot, de cent millions de dollars. Une « paille » !

Il va de soi que ces torrents de whisky illique ne sont pas toujours du meilleur aloi. Les falsificateurs sont naturellement entrés en lice, et comme ils ne réussissent pas par l'excès de scrupules, les cas d'empoisonnement ne sont pas rares. A telles enseignes que les jours de fêtes populaires, le personnel des hôpitaux se tient sur le qui-vive avec tout ce qu'il faut — contrepoisons, sondes stomacales, etc. — pour soigner les intoxiqués.

